

DELIBERATION N° CP 04-701
DU 14 OCTOBRE 2004

PREFECTURE DE LA REGION ILE-DE-FRANCE	
003789	20 OCT 2004
C.R.I.F	

CONVENTION DE DÉVELOPPEMENT
CINÉMATOGRAPHIQUE ET AUDIOVISUEL 2004 – 2006
ENTRE L'ETAT (Ministère de la culture et de la
communication - Préfecture de Région d'Ile-de-France -
Direction régionale des affaires culturelles d'Ile-de-France)
LE CENTRE NATIONAL DE LA CINÉMATOGRAPHIE ET
LA REGION ILE-DE-FRANCE

AVENANT FINANCIER 2004

CHAPITRE 943.7 "CULTURE ET NOUVELLES TECHNOLOGIES"
RUBRIQUE 6575.5 "CINEMA"

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

- VU Le Code Général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération n° CR 03-04 du 30 avril 2004, relative aux délégations de compétences du Conseil régional à la Commission permanente ;
- VU La délibération n° CR 09-01 du 5 avril 2001, Culture et Nouvelles Technologies, politique régionale en faveur du cinéma ;
- VU Le budget de la Région pour 2004 ;
- VU Le rapport CP 04-701 présenté par monsieur le président du conseil régional d'Ile-de-France
- VU L'avis de la Commission de la culture et des nouvelles technologies de l'information et de la communication ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Approuve la convention de développement cinématographique et audiovisuel 2004 – 2006 entre l'Etat (ministère de la culture et de la communication - préfecture de région d'Ile-de-France - direction régionale des affaires culturelles d'Ile-de-France) le centre national de la cinématographie et la région Ile-de-France, ci-annexée, et autorise le Président à la signer.

Article 2 :

Approuve l'avenant financier 2004, ci-annexé, à la convention de développement cinématographique et audiovisuel 2004 – 2006 entre l'Etat (ministère de la culture et de la communication - préfecture de région d'Ile-de-France - direction régionale des affaires culturelles d'Ile-de-France) le centre national de la cinématographie et la région Ile-de-France et autorise le Président à le signer.

Vu et transmis à M. le Préfet de Région,
en application de l'article 7 de la loi
du 22 juillet 1982, le 19 OCT. 2004

Le **JEAN-PAUL HUCHON** Régional
d'Ile de France



ANNEXES A LA DELIBERATION

**CONVENTION DE DÉVELOPPEMENT
CINÉMATOGRAPHIQUE ET AUDIOVISUEL**

2004 - 2006

ENTRE

L'ETAT

**(Ministère de la culture et de la communication
- Préfecture de Région d'Ile-de-France
- Direction régionale des affaires culturelles
d'Ile-de-France)**

**LE CENTRE NATIONAL DE LA
CINÉMATOGRAPHIE**

ET

LA REGION ILE-DE-FRANCE

PRÉAMBULE

La présente convention triennale établie entre l'Etat (Ministère de la culture et de la communication – Préfecture de Région d'Ile-de-France - Direction régionale des affaires culturelles d'Ile-de-France), le Centre national de la cinématographie et la Région Ile-de-France a pour objet le développement du secteur cinématographique et audiovisuel dans la région Ile-de-France, tant en matière de diffusion culturelle et d'éducation artistique que dans le domaine de la création et de la production cinématographiques et audiovisuelles.

Elle détermine et met en œuvre une politique conjointe des parties, afin de coordonner et d'amplifier les soutiens apportés au cinéma et à l'audiovisuel dans le cadre régional.

Le cadre de la présente convention est commun à l'ensemble des Régions qui désirent s'engager avec l'Etat et le CNC dans cette politique conjointe. Ce cadre commun doit permettre, dans le respect des accords particuliers avec chacune des Régions, la mutualisation des informations et les échanges d'expériences nécessaires à un développement cinématographique et audiovisuel en région respectant les principes de bonne coopération et de mise en valeur des complémentarités au niveau interrégional. A cet effet, des réunions périodiques de concertation entre l'Etat, le CNC et les Régions sont organisées, à l'initiative de l'Etat, du CNC, d'une ou plusieurs Régions.

En matière d'intervention économique, conformément à l'article 102 de la loi du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité, les départements, communes et leurs groupements peuvent intervenir, en complément de la Région, dans le développement cinématographique et audiovisuel, en participant financièrement à la mise en œuvre des régimes d'aides définis au niveau régional. L'intervention de ces collectivités doit faire l'objet d'une convention avec la Région et respecter les conditions générales d'intervention fixées par la Région dans sa délibération. Cette convention doit prévoir les modalités de la participation financière des collectivités à la mise en œuvre des aides régionales, et notamment l'inscription des crédits.

La Région mène depuis plusieurs années une politique diversifiée dans le domaine du cinéma et de l'audiovisuel et apporte son soutien financier à de très nombreux métiers pour préserver la diversité de création et conforter les industries du secteur :

- Fonds de soutien aux industries techniques cinématographiques et audiovisuelles : aide sélective accordée à des productions sous condition d'utilisation suffisante des industries techniques franciliennes
- Services d'accueil de tournages grâce à la Commission du film Ile-de-France.
- Développement de l'éducation à l'image : dispositif *Lycéens et apprentis au cinéma*.
- Soutien à l'exploitation : financement de la rénovation des salles indépendantes classées « Art et Essai ».
- Soutien aux événements : aide aux festivals et manifestations cinématographiques.
- Aides à la post-production : soutien financier au kinéscopage numérique et argentique.
- Aide à la création multimédia expérimentale : soutien financier aux productions numériques émergentes.

Le contexte actuel de la production cinématographique et audiovisuelle rend nécessaire la mise en œuvre de moyens financiers supplémentaires. Un processus préalable de concertation a été engagé avec l'ensemble des professions de ce secteur en région (producteurs, auteurs-réalisateurs, techniciens, comédiens, prestataires techniques).

La Région a choisi d'élargir ses soutiens aux actions déjà menées en faveur du cinéma et de l'audiovisuel.

La Direction régionale des affaires culturelles d'Ile-de-France (Ministère de la Culture et de la Communication – Préfecture de Région), qui a une compétence générale pour les secteurs du cinéma, de l'audiovisuel et du multimédia, mène une politique cinématographique et audiovisuelle, en concertation avec l'ensemble des collectivités territoriales et du milieu professionnel.

A ce titre, chaque année, elle soutient un certain nombre d'actions dans ce secteur tant en terme de développement culturel que d'aménagement du territoire, d'éducation artistique et d'accès du plus grand nombre aux œuvres cinématographiques et audiovisuelles.

Elle intervient dans trois domaines en particulier :

- la diffusion culturelle, cinématographique et audiovisuelle, à travers son soutien à des : rencontres ; manifestations et festivals ; actions de diffusion, notamment dans le domaine du film art et essai ; actions associatives.
- l'éducation artistique et la formation, à travers : les opérations « Ecole, Collège et Lycéens au cinéma » et « un été au ciné / cinéville » ; le partenariat culturel des options cinéma – audiovisuel spécialisées dans les lycées ; le pôle régional d'éducation artistique et de formation ; et d'autres initiatives.
- le soutien à la création et à la diffusion multimédia, notamment à travers un dispositif d'aide à la création multimédia expérimentale.

Dans la région Ile-de-France, et en relation étroite avec la DRAC, le Centre national de la cinématographie, dans le cadre de ses missions, intervient en matière de :

- soutien à la création et à la production cinématographiques, audiovisuelles et multimédia et à l'accueil des tournages de films dans la région (système national d'aides aux œuvres ; accompagnement financier de la démarche de la Région pour l'aide à la création et à la production et pour l'accueil des tournages) ;
- soutien à la diffusion cinématographique (par exemple, pour les rencontres et manifestations professionnelles d'intérêt national / international dans la région) ;
- soutien à l'exploitation cinématographique et à la distribution des œuvres (système national d'aides aux salles de cinéma implantées dans la région ; par exemple pour la création et la modernisation des salles dans les zones insuffisamment desservies, et pour la diffusion du cinéma art et essai) ;
- autres soutiens au cinéma (par exemple dans le domaine du patrimoine) et à l'audiovisuel.

Vu la Loi n° 2002 - 276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité, et notamment son article 102 ;

Vu le Code général des collectivités territoriales, particulièrement ses articles L1511-1 à L1511-7 ;

Vu le Code de l'industrie cinématographique, ensemble les textes pris pour son application ;

Vu le décret n° 95-110 du 2 février 1995 relatif au soutien financier de l'Etat à l'industrie des programmes audiovisuels ;

Vu le décret n° 98 - 35 du 14 janvier 1998 relatif au soutien financier de l'Etat à l'industrie audiovisuelle ;

Vu le décret n° 99 - 130 du 24 février 1999 relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique ;

Vu le décret n° 2003 – 1017 du 24 octobre 2003 modifiant le décret n° 99 - 130 du 24 février 1999 relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique et les décrets n° 95-110 du 02 février 1995 et n° 98 - 35 du 14 janvier 1998 relatifs au soutien financier de l'Etat à l'industrie audiovisuelle ;

Vu la délibération n°CR 09-01 du 5 avril 2001 du Conseil régional instituant le fonds régional d'aide à la production cinéma et audiovisuel, et notamment son règlement ;

Vu la délibération n° du du Conseil régional autorisant son (sa) Président (e) à signer la présente convention ;

Considérant la communication du 26 septembre 2001 de la Commission au Conseil, au Parlement européen, au Comité économique et social et au Comité des Régions concernant certains aspects juridiques liés aux œuvres cinématographiques et autres œuvres audiovisuelles ;

Considérant la communication du 16 mars 2004 de la Commission au Conseil, au Parlement européen, au Comité économique et social européen et au Comité des Régions sur le suivi de la communication de la Commission sur certains aspects juridiques liés aux œuvres cinématographiques et autres œuvres audiovisuelles du 26 septembre 2001 ;

Considérant la circulaire n° LBL B0 310007C du 16 Janvier 2003 du Ministre délégué aux libertés locales relative à la mise en œuvre des dispositions de l'article 102 de la loi du 27 février 2002 ;

Considérant la circulaire n° 249240 du 3 mai 2002 du Ministre de la culture et de la communication relative aux aides à la production cinématographique et audiovisuelle ;

Considérant la circulaire n° 2003 / 018 du 17 octobre 2003 du Directeur général du CNC relative aux pôles régionaux d'éducation artistique et de formation au cinéma et à l'audiovisuel ;

ENTRE

L'État, représenté par le Préfet de la Région Ile-de-France , Préfet de Paris , Monsieur Bertrand Landrieu, ci-après désigné « l'Etat »,

Le Centre national de la cinématographie, représenté par son Directeur général, Monsieur David Kessler, ci-après désigné « le CNC »,

ET

La Région Ile-de-France, représentée par son Président, Monsieur Jean-Paul Huchon, ci-après désignée « la Région »,

il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – Objet de la convention triennale

La présente convention de développement cinématographique et audiovisuel entre l'Etat (Ministère de la culture et de la communication – Préfecture de Région d'Ile-de-France - Direction régionale des affaires culturelles d'Ile-de-France), le Centre national de la cinématographie et la Région Ile-de-France a pour objectif de développer leur politique conjointe en faveur du cinéma et de l'audiovisuel en Ile-de-France, à travers 6 axes prioritaires d'intervention mis en œuvre dans les années 2004, 2005 et 2006.

TITRE I : SOUTIEN A LA PRODUCTION, A LA CREATION ET AUX TOURNAGES EN REGION**ARTICLE 2 – Fonds régional d'aide aux industries techniques cinématographiques et audiovisuelles**

Dans le cadre de la présente convention conclue pour les années 2004, 2005 et 2006, la Région Ile-de-France développera le fonds régional d'aide à la création et à la production cinématographique et audiovisuelle, qu'elle a mis en place en 2001.

Chapitre 1 : Aide à la production cinématographique de long métrage**ARTICLE 3 - Aide à la production de longs métrages de cinéma**

Dans le cadre du fonds régional d'aide à la création et à la production mis en place pour la période de 2004 à 2006, la Région Ile-de-France attribuera des aides à la production de longs métrages cinématographiques, selon les dispositions qui suivent, prévues au présent article et aux articles 8, 9 et 10 de la présente convention.

Sous réserve de la règle de l'annualité budgétaire, dans la période 2004 à 2006, la Région Ile-de-France s'engage à développer son effort financier en faveur de la production cinématographique de long métrage, notamment par une augmentation de sa dotation consacrée au long métrage de cinéma. Elle s'engage à accroître son soutien financier au long métrage de cinéma, au plus tard la dernière année de la période conventionnelle triennale.

Sous réserve de la règle de l'annualité budgétaire, à la condition de cet engagement de principe et d'un minimum d'intervention annuelle de cent mille euros (100 000 €) de la part de la Région, le CNC accompagnera l'effort de la Région par une subvention annuelle, versée à la Région, et destinée à accroître l'intervention de la Région dans ce domaine.

L'intervention financière du CNC sera calculée sur la base de 1 euro du CNC pour 2 euros engagés par la Région. La participation du CNC ne pourra pas excéder un million d'euros (1 M €) par région. Ces aides sont destinées à soutenir la production cinématographique de longs métrages agréés de fiction, d'animation et documentaires.

- Eligibilité

Sont éligibles les œuvres cinématographiques d'une durée de plus de 60 minutes, dont la qualité d'écriture du scénario et la filmographie du réalisateur sont jugées satisfaisantes par le comité de lecture.

Présentées par des sociétés de production autorisées, les œuvres doivent être tournées et faire l'objet de dépenses sur le territoire régional selon les critères de territorialisation adoptés par la Région.

- Montants des aides

Ces aides prennent la forme de subventions ou d'avances remboursables.

Les montants unitaires des apports de la Région sont plafonnés à 731 755 € selon le nombre de semaines de tournage réalisées en Ile-de-France et le nombre de prestations techniques dépensées en Ile-de-France.

La Région fixe le montant de chaque aide attribuée dans la limite de ce plafond.

- Convention

Une convention liant la Région Ile-de-France et le bénéficiaire précise les modalités, les conditions et l'échéancier des versements de l'aide, et stipule les obligations du bénéficiaire.

- Comité de lecture

Le comité de lecture est composé de professionnels et d'élus.

Le comité de lecture est notamment chargé d'examiner la qualité artistique des œuvres candidates à une aide de la Région, ainsi que leur faisabilité.

Un règlement intérieur du comité de lecture est établi et adopté par la Région, et communiqué aux professionnels par les moyens définis par la Région.

Sur la base des avis émis par le comité de lecture, les projets sont ensuite examinés par la Commission permanente du Conseil régional d'Ile-de-France qui prend la décision finale d'attribution des aides.

Chapitre 2 : Aide à la production de programmes audiovisuels

ARTICLE 4 - Aide à la production de programmes audiovisuels

Dans le cadre du fonds régional d'aide à la création et à la production mis en place pour la période de 2004 à 2006, la Région Ile-de-France attribuera des aides à la production de programmes audiovisuels, selon les dispositions qui suivent, prévues au présent article et aux articles 8, 9 et 10 de la présente convention.

- Eligibilité

Sont éligibles les œuvres audiovisuelles d'une durée de plus de 60 minutes, dont la qualité d'écriture du scénario et la filmographie du réalisateur sont jugées satisfaisantes par le comité de lecture.

Présentées par des sociétés de production autorisées, les œuvres doivent être tournées et faire l'objet de dépenses sur le territoire régional selon les critères de territorialisation adoptés par la Région.

- Montants des aides

Ces aides prennent la forme de subventions ou d'avances remboursables.

Les montants unitaires des apports de la Région sont plafonnés à 731 755 € selon le nombre de semaines de tournage réalisées en Ile-de-France et le nombre de prestations techniques dépensées en Ile-de-France.

La Région fixe le montant de chaque aide attribuée dans la limite de ce plafond.

- Convention

Une convention liant la Région Ile-de-France et le bénéficiaire précise les modalités, les conditions et l'échéancier des versements de l'aide, et stipule les obligations du bénéficiaire.

- Comité de lecture

Le comité de lecture est composé de professionnels et d'élus.

Le comité de lecture est notamment chargé d'examiner la qualité artistique des œuvres candidates à une aide de la Région, ainsi que leur faisabilité.

Un règlement intérieur du comité de lecture est établi et adopté par la Région, et communiqué aux professionnels par les moyens définis par la Région.

Sur la base des avis émis par le comité de lecture, les projets sont ensuite examinés par la Commission permanente du Conseil régional d'Ile-de-France qui prend la décision finale d'attribution des aides.

Chapitre 3 : Aide à la création cinématographique et audiovisuelle

ARTICLE 5 – Aide à la création cinématographique et audiovisuelle

Dans le cadre du fonds régional d'aide à la création et à la production mis en place pour la période de 2004 à 2006, la Région Ile-de-France attribuera des aides à la création au travers de l'établissement public de coopération culturelle ARCADI selon les dispositions qui suivent, prévues aux articles 5, 6, 8, 9 et 10 de la présente convention.

Sous réserve de la règle de l'annualité budgétaire, dans la période 2004 à 2006, la Région Ile-de-France s'engage à poursuivre et développer son effort financier en faveur de la création cinématographique et audiovisuelle.

Sous réserve de la règle de l'annualité budgétaire, le CNC accompagnera financièrement l'effort de la Région par une subvention forfaitaire globale annuelle, versée à la Région, et destinée à accroître l'intervention financière de la Région dans ce domaine.

ARTICLE 6 - Aides aux courts métrages de fiction, de documentaires et d'animation

La Région Ile-de-France apporte une aide financière à l'établissement public de coopération culturelle ARCADI pour lui permettre de soutenir des œuvres tournées sur supports numériques ou argentiques, dans ce dernier cas en permettant ainsi leur achèvement en 35 mm.

Le CNC accompagne la Région dans cette démarche à travers une aide financière spécifique.

La Région Ile-de-France s'est assurée, par voie de convention avec ARCADI, du respect des conditions suivantes :

- Eligibilité

Deux types d'aides sont concernées :

- L'aide à la post-production argentique.
Cette aide concerne les films inachevés tournés sur pellicule.
- L'aide à la post-production numérique.
Cette aide concerne les films tournés sur support numérique.

- Montants des aides

Le montant des aides dépend de la durée des films, à raison de 400 € hors taxes la minute pour les films de moins de 10 minutes et 350 € hors taxes la minute pour les films de plus de 10 minutes.

- Convention

Une convention liant ARCADI et le bénéficiaire précise les modalités, les conditions et l'échéancier des versements de l'aide, et stipule les obligations du bénéficiaire.

- Comité de lecture

Le comité de lecture est composé majoritairement de professionnels.

Le comité de lecture est notamment chargé d'examiner la qualité artistique des œuvres candidates à une aide de ARCADI, ainsi que leur faisabilité.

Un règlement intérieur du comité de lecture est établi et adopté par ARCADI et communiqué aux professionnels par les moyens définis par ARCADI.

Sur la base des avis émis par le comité de lecture, les projets sont ensuite examinés par ARCADI qui prend la décision finale d'attribution des aides.

ARTICLE 7 : Aide à la création expérimentale multimédia (ACME):

Ce fonds d'aide à la création expérimentale multimédia fonctionne depuis juillet 2002. Depuis 2003, la DRAC Ile-de-France a souhaité s'associer à ce dispositif en y apportant un soutien financier et en assurant une coordination avec le dispositif national DICREAM mis en place par le CNC en faveur de la création numérique.

La Région Ile-de-France s'est assurée, par voie de convention avec ARCADI, du respect des conditions suivantes :

- Eligibilité

Il concerne tout créateur en numérique sur tout support interactif ou non. La recherche créative est le véritable critère de choix. Il ne concerne pas les documentaires, la fiction classique (qui relèvent des autres dispositifs ARCADI), ou des projets ludo-éducatifs.

- Montant des aides

Le plafond de l'aide est de 15 000 euros par projet.

- Convention

Une convention liant ARCADI et le bénéficiaire précise les modalités, les conditions et l'échéancier des versements de l'aide, et stipule les obligations du bénéficiaire.

- Comité de lecture

Trois responsables de ARCADI et trois personnalités qualifiées, assistés de deux observateurs (DRAC et Région) se réunissent pour étudier les dossiers préalablement sélectionnés par ARCADI.

Chapitre 4 : Mise en œuvre et évaluation du fonds régional d'aide à la création et à la production cinématographique et audiovisuelle

Les dispositions qui suivent (articles 8, 9 et 10 de la présente convention) s'appliquent à l'ensemble des aides de la Région Ile-de-France au titre du fonds régional d'aide à la création et à la production mis en place pour les années 2004, 2005 et 2006 (articles 2, 3, 4, 5, 6 et 7 de la présente convention).

ARTICLE 8 - Rappel du cadre juridique communautaire

L'aide de la Région Ile-de-France aux entreprises de production cinématographique et audiovisuelle s'inscrit dans le cadre général du régime d'aide français notifié et approuvé par l'Union européenne. Les collectivités territoriales interviennent dans ce cadre, en complémentarité avec l'Etat et le CNC. La Région Ile-de-France adopte les modalités générales du régime d'aide français pour ses propres interventions.

Il s'agit des aides aux œuvres cinématographiques et audiovisuelles apportées par le CNC, accordées au titre d'un compte spécial du Trésor intitulé « soutien financier de l'industrie cinématographique et de l'industrie audiovisuelle », alimenté par des taxes perçues sur les billets d'entrée dans les salles de cinéma, sur les services de télévision, et sur la vente et la location des vidéogrammes. Leurs modalités d'attribution font l'objet des principaux textes suivants : le décret n° 99-130 du 24 février 1999 pour le cinéma, et les deux décrets n° 95-110 du 02 février 1995 et n° 98-35 du 14 janvier 1998 pour l'audiovisuel.

ARTICLE 9 - Critères d'intervention de la Région et procédure d'examen des projets***a) Transparence des procédures***

Les critères d'intervention de la Région et la procédure d'examen des projets sont communiqués aux demandeurs d'aides lors du retrait des dossiers.

Ils donnent également lieu, par ailleurs, à une communication publique à l'intention des professionnels, sous les formes appropriées (site internet, brochures explicatives, etc.).

b) Harmonisation des demandes d'aides

Au cours de la période d'exécution de la présente convention, et dans un souci de simplification des formalités administratives pour les demandeurs d'aides, les parties s'engagent à harmoniser leurs formulaires de demandes d'aide respectifs.

c) Procédure d'examen des projets

La Région s'engage à organiser un nombre suffisant de réunions du comité de lecture, de telle sorte que les décisions d'attribution des aides interviennent dans des délais compatibles avec le financement et la réalisation des projets.

d) Suivi des dossiers

La Région s'engage à mettre en œuvre un dispositif efficace d'information des demandeurs et des bénéficiaires des aides, leur permettant de connaître l'évolution de leur dossier (du stade de la prise en compte de la demande d'aide à son versement, le cas échéant).

ARTICLE 10 - Evaluation du fonds régional d'aide à la création et à la production

A l'issue de la période d'exécution de la présente convention, et sans préjudice de l'évaluation annuelle prévue à l'article 17 de la présente, les parties s'engagent à évaluer les résultats et les modalités de fonctionnement du fonds régional d'aide à la création et à la production, en prenant notamment en compte les points de vue des professionnels du cinéma et de l'audiovisuel.

Cette évaluation est fondée à la fois sur des critères artistiques et sur l'efficacité des procédures administratives mises en œuvre.

Chapitre 5 : Accueil des tournages et formation professionnelle

ARTICLE 11 – Accueil des tournages : Développement de la Commission du film d'Ile-de-France

Afin de faciliter l'accueil des tournages de films dans la région et d'inciter les professionnels à y tourner, la Région Ile-de-France, avec l'aide du CNC, a créé une « commission régionale du film », qui adhère à la charte et au réseau national des commissions du film animé par la Commission Nationale du Film France.

La mission de commission régionale du film a été confiée par la Région, en accord avec l'Etat et le CNC, à l'établissement public de coopération culturelle (EPCC), la Commission du film d'Ile-de-France.

Dans la période de 2004 à 2006, la Région Ile-de-France apportera son soutien financier au fonctionnement et aux activités de la Commission régionale du film.

Pour son démarrage, notamment pour la constitution des outils de travail nécessaires, la Commission régionale du film d'Ile-de-France bénéficie du soutien du CNC. Ce soutien est limité à trois années. La Commission du film d'Ile-de-France a déjà été aidée une fois en 2003 par le CNC.

ARTICLE 12 – Formation professionnelle relative aux métiers de l'accueil des tournages, de la création et de la production : Etat des lieux des besoins de formation dans le secteur du cinéma et de l'audiovisuel

Afin d'accompagner les mesures d'incitation au tournage de films en région Ile-de-France et d'utilisation par les producteurs nationaux et étrangers de l'outil industriel et du tissu professionnel cinématographique et audiovisuel francilien, un groupe de travail, dont les travaux ont commencé début 2004, procède à un état de lieux en vue d'examiner d'éventuelles initiatives des parties en matière de formation initiale et continue dans les divers métiers de la filière cinématographique et audiovisuelle. Le groupe de travail composé de représentants de la Région Ile-de-France, de la DRAC Ile-de-France et du Centre National de la Cinématographie s'appuie sur une série d'auditions des professionnels du cinéma et de l'audiovisuel pour mener à bien son étude.

TITRE II : SOUTIEN A LA DIFFUSION CULTURELLE

Chapitre 1 : Education artistique au cinéma et à l'audiovisuel

ARTICLE 13 – Dispositif régional "Lycéens et apprentis au cinéma"

Développement du dispositif régional "Lycéens et apprentis au cinéma"

La Région Ile-de-France et l'Etat (Ministère de la Culture et de la communication – Préfecture de Région - Direction Régionale des Affaires Culturelles), en coordination avec le Centre national de la cinématographie, décident de prolonger leur partenariat pour développer le dispositif régional "Lycéens et apprentis au cinéma".

Dans cette perspective, ils rechercheront la coopération des autres services ministériels déconcentrés concernés (Education, Agriculture).

- Objectif et modalités du dispositif

L'objectif de ce dispositif est d'initier à la culture cinématographique les jeunes scolarisés par la découverte d'un cinéma de qualité privilégiant la diversité culturelle et artistique. Le dispositif régional « Lycéens et apprentis au cinéma » s'adresse aux classes volontaires des lycées d'enseignement général, professionnel et agricole de la région, ainsi que des centres de formation des apprentis. L'ensemble des établissements de la région est concerné par l'opération.

Le dispositif de base comporte la projection dans les salles de cinéma de 3 à 6 films par an (dont au moins la moitié sont choisis dans la liste nationale proposée par le CNC), durant le temps scolaire. Les films sont accompagnés de documents pédagogiques destinés aux enseignants et aux élèves. La participation financière est fixée à 2,30 € par élève et par séance, avec un minimum de 3 séances par année.

Un dispositif d'accompagnement est mis en œuvre, notamment :

- avec les partenaires culturels des lycées disposant d'enseignements de spécialité ;
- des rencontres avec des professionnels du cinéma et des critiques ;
- le développement de partenariats entre salles de cinéma et lycées ;
- la sensibilisation aux métiers du cinéma et de l'audiovisuel ;
- la programmation de films ayant un lien avec la région ;
- la proposition de formations spécifiques à l'intention des exploitants des salles de cinéma qui participent au dispositif.

- Coordination régionale du dispositif

La mise en œuvre et la coordination de cette opération sont confiées par la Région au groupement solidaire ACRIF – CIP (Association des Cinémas de Recherche d'Ile-de-France, Cinémas Indépendants Parisiens) titulaire du marché public attribué par la Région par procédure d'appel d'offres et renouvelable en 2005. ce choix a été effectué en concertation avec l'Etat (DRAC) et le CNC.

A compter de 2005, la mise en œuvre et la coordination de l'opération sur l'ensemble du territoire régional sera confiée à une structure choisie dans le cadre d'une nouvelle procédure de mise en concurrence.

Ses missions consistent à :

- assurer l'interface technique et professionnelle entre la Région, la Direction Régionale des Affaires Culturelles, le CNC et les services de l'Education Nationale ;
- traiter les candidatures en provenance des lycées en liaison étroite avec les rectorats ;
- mettre en relation les lycées et les salles de cinéma les plus proches, sur l'ensemble du territoire régional ;
- élaborer le planning de circulation des films et le planning des séances ;
- organiser et évaluer les actions d'accompagnement ;
- proposer des actions de formation ;
- préparer les travaux du comité de pilotage, et fournir un bilan quantitatif et qualitatif en fin d'année scolaire et d'organiser la réunion-bilan avec le Comité de pilotage.

- Comité de pilotage

Un comité de pilotage du dispositif, comprenant les représentants des différents partenaires de l'opération, est mis en place. Il définit les grands objectifs de cette politique. Il choisit les films proposés et les actions d'accompagnement, sur proposition du coordinateur régional de l'opération. Il procède à l'évaluation de l'opération à partir des documents de bilan fournis par le coordinateur régional.

Le comité de pilotage est composé :

- du Président du Conseil Régional, ou de son représentant ;
- de deux élus régionaux ;
- du Directeur de la Culture du Conseil Régional, ou de son représentant ;
- du Directeur des Lycées du Conseil Régional, ou de son représentant ;
- du Directeur Régional des Affaires Culturelles, ou de son représentant ;
- du Directeur général du CNC, ou de son représentant ;
- des Recteurs d'académies, ou de leurs représentants ;
- du représentant du Ministère de l'Agriculture ;
- des représentants des exploitants des salles de cinéma dans la région ;
- de représentants d'enseignants ;
- de représentants d'associations de parents d'élèves ;
- du représentant de la structure chargée de la coordination régionale.

En cas de besoin, le comité associe à ses travaux les compétences d'experts.

- Financement

Sous réserve de la règle de l'annualité budgétaire, dans la période 2004 à 2006, la Région Ile-de-France et l'Etat (Direction régionale des affaires culturelles) cofinancent le dispositif régional « Lycéens au cinéma », chaque partenaire versant directement sa participation annuelle à la structure chargée de la coordination de cette opération.

ARTICLE 14 – Pôle régional d'éducation artistique et de formation au cinéma et à l'audiovisuel

L'Etat (Ministère de la Culture et de la Communication) et le CNC ont mis en œuvre la création de « pôles régionaux d'éducation artistique et de formation au cinéma et à l'audiovisuel » afin de renforcer la coordination et la mise en cohérence des actions de sensibilisation et d'éducation artistique au cinéma et à l'audiovisuel en région.

Les missions des pôles régionaux sont confiées à des structures existantes, acteurs des politiques de l'éducation artistique, notamment sur les opérations initiées par le Ministère de la culture et de la communication avec les collectivités qui, plus largement, s'inscrivent déjà dans une politique d'action culturelle dans le domaine du cinéma et de l'audiovisuel.

Les pôles régionaux ont pour missions principales d'animer et de coordonner le réseau régional des acteurs de l'éducation à l'image, d'être un centre régional de ressources et de documentation, de coordonner et développer la formation des professionnels, des médiateurs culturels, des animateurs de quartiers ...

La Région Ile-de-France, l'Etat (Ministère de la Culture et de la Communication – Préfecture de Région - Direction Régionale des Affaires Culturelles) et le CNC s'engagent à étudier la possibilité de mettre en place un pôle régional d'éducation artistique et de formation au cinéma et à l'audiovisuel.

Chapitre 2 : Autres actions de diffusion, d'éducation artistique et de formation**ARTICLE 15 – Actions de diffusion culturelle et d'éducation artistique****a) « Un été au ciné – Cinéville »**

La Région Ile-de-France et l'Etat (Ministère de la Culture et de la Communication – Préfecture de Région - Direction Régionale des Affaires Culturelles), en coordination avec le CNC, décident de prolonger leur partenariat pour soutenir le développement de l'opération régionale « Un été au ciné / Cinéville ».

- Modalités de l'opération

Dans le cadre de la politique de la ville, l'opération « Un été au ciné » s'adresse aux jeunes des zones urbaines sensibles chaque année durant les mois de juillet et août. Elle se compose de quatre volets : incitation à la fréquentation cinématographique, séances spéciales, ateliers de pratique artistique, séances de cinéma en plein air.

Le volet « Cinéville » constitue le prolongement de « Un été au ciné ». Se déroulant tout au long de l'année, il reprend les éléments liés à la pratique artistique et à la diffusion. Un travail supplémentaire est mené en matière de formation des animateurs de quartiers. Cette formation permet aux acteurs locaux d'effectuer un véritable travail de sensibilisation préalable à l'installation d'ateliers audiovisuels, ainsi qu'un suivi permanent sur le terrain.

Les modalités de l'opération ont été définies par le « protocole d'accord relatif au programme *un été au ciné / cinéville* » signé le 3 juillet 2001 par le Ministère de la culture et de la communication (Délégation au développement et à l'action territoriale), le CNC, le Ministère délégué à la ville (Délégation interministérielle à la ville), le Ministère de la jeunesse et des sports (direction de la jeunesse et de l'éducation populaire), et le Fonds d'action sociale pour les travailleurs immigrés et leurs familles (FAS).

- Comité de pilotage

Un comité de pilotage de l'opération, comprenant les représentants des différents partenaires régionaux, est mis en place. Il définit les grands objectifs de cette politique. Il assure notamment la responsabilité des actions d'accompagnement et du choix des films proposés par le coordinateur régional de l'opération. Il procède à l'évaluation de l'opération à partir des documents de bilan fournis par le coordinateur régional.

- Mise en oeuvre et coordination

Pour les années 2004 à 2006, la mise en œuvre et la coordination de cette opération sont confiées par l'Etat (DRAC) et la Région à l'EPCC ARCADI qui est chargé de mettre en œuvre cette opération dans la région.

- Financement

Sous réserve de la règle de l'annualité budgétaire, dans la période 2004 à 2006, la Région Ile-de-France et l'Etat (Ministère de la Culture et de la Communication – Préfecture de Région - Direction régionale des affaires culturelles) cofinancent le dispositif régional « *Un été au ciné - Cinéville* », chaque partenaire versant directement sa participation annuelle à la structure chargée de la mise en œuvre et de la coordination de cette opération.

Une convention tripartite entre les partenaires financiers (Région et DRAC) et l'EPCC ARCADI, établie sur la base d'un programme d'actions, sera signée pour trois ans.

b) Soutien à des festivals et à des associations œuvrant pour la défense d'un cinéma de création :

Constatant l'importance des enjeux régionaux en matière d'action culturelle et d'éducation à l'image, la Région Ile-de-France et l'Etat (DRAC Ile-de-France) continuent de soutenir le travail des associations à vocation régionale, favorisant la mise en réseau de salles d'art et essai, développant des actions de formation et s'appliquant à élargir les publics du cinéma à travers des événements, des rencontres et des festivals de qualité.

L'action de la Région intervient en complément de l'implication de l'Etat dans la diffusion culturelle.

TITRE III – MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION

ARTICLE 16– DUREE, EVALUATION ET RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour les années 2004, 2005 et 2006. Elle pourra être renouvelée.

Une évaluation sera mise en œuvre à deux niveaux :

- évaluation annuelle intervenant un mois avant la fin de chaque année civile ;
- évaluation triennale établie trois mois avant l'échéance de la convention.

Chaque point du document sera évalué. Des dispositions nouvelles pourront être proposées par chaque signataire à l'occasion de l'évaluation annuelle et donner lieu à amendement de la présente convention sous forme d'avenants.

Afin de mener à bien ces évaluations et d'assurer le suivi de la convention, un comité de pilotage, coprésidé par l'Etat et par la Région, est établi, composé comme suit :

- le Président du Conseil régional, ou son représentant ;
- le Préfet de région, ou son représentant ;
- le Directeur général du Centre national de la cinématographie, ou son représentant.

ARTICLE 17- DISPOSITIONS FINANCIERES

Les dispositions financières font l'objet d'un avenant financier d'application annuel, établi dans le respect des procédures et des échéances respectives liées à l'élaboration du budget de chacun des partenaires.

Les partenaires signataires de la présente convention veilleront à ce que l'octroi et la liquidation des aides soient subordonnées à la régularité de la situation des bénéficiaires au regard de leurs obligations sociales et fiscales.

ARTICLE 18– ACTIONS DE COMMUNICATION

Les actions de communication relatives aux opérations prévues par la présente convention devront mentionner la participation de l'Etat (Ministère de la Culture et de la Communication – Préfecture de Région d'Ile-de-France - Direction régionale des Affaires Culturelles d'Ile-de-France), du CNC et de la Région Ile-de-France.

Et notamment, dans les conventions passées avec les bénéficiaires des aides, la Région veillera à ce que le générique des œuvres aidées dans le cadre des dispositifs prévus aux articles 4 à 10 de la présente comporte la mention « avec le soutien de la Région Ile-de-France, en partenariat avec le CNC ».

ARTICLE 19 – RESILIATION

En cas de non respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit et avant son expiration, par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 20 – REGLEMENT DES DIFFERENDS

En cas de survenance d'un différend entre les parties, celles-ci s'engagent à se réunir, aux fins de conciliation, dans les 30 jours qui suivent l'exposé du différend, lequel aura été porté par l'une des parties à la connaissance des autres au moyen d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas d'échec de la conciliation prévue ci-dessus, débouchant sur un litige entre les parties, celles-ci conviennent de porter l'affaire devant le Tribunal administratif de Paris.

La présente convention est signée à Paris

en six exemplaires originaux, le

Pour la Région Ile-de-France ,
le Président du Conseil Régional

Pour l'État,
le Préfet de la Région Ile-de-France ,
Préfet de Paris

Jean-Paul HUCHON

Bertrand LANDRIEU

Pour le Centre national
de la cinématographie,
le Directeur général

Le Contrôleur d'Etat
auprès du CNC

David KESSLER

Norbert DIVOY

AVENANT FINANCIER
DE L'EXERCICE BUDGETAIRE 2004
A LA CONVENTION DE DÉVELOPPEMENT
CINÉMATOGRAPHIQUE ET AUDIOVISUEL
2004 - 2006

ENTRE

L'ETAT

(Ministère de la culture et de la communication
- Préfecture de Région d'Ile-de-France
- Direction régionale des affaires culturelles
d'Ile-de-France)

LE CENTRE NATIONAL DE LA
CINÉMATOGRAPHIE

ET

LA REGION ILE-DE-FRANCE

Vu la loi de finances pour 2004 - n° 2003 - 1311 du 30 décembre 2003, parue au Journal Officiel n° 302 du 31 décembre 2003 ;

Vu le décret n° 2003 - 1323 du 30 décembre 2003 portant décret de répartition des crédits du Ministère de la culture et de la communication pour 2004 ;

Vu le décret n° 2003 - 1349 du 30 décembre 2003 portant décret de répartition des crédits des comptes spéciaux du Trésor pour 2004 ;

Vu le budget du centre national de la cinématographie pour 2004 ;

Vu le budget primitif 2004 de la Région Ile-de-France autorisant le Président à signer la présente convention ;

ENTRE

L'État, représenté par le Préfet de la Région Ile-de-France , Préfet de Paris, **M Bertrand Landrieu**, ci-après désigné « l'Etat »,

Le Centre national de la cinématographie, représenté par son Directeur général, **M David Kessler**, ci-après désigné « le CNC »,

ET

La Région Ile-de-France, représentée par son Président, **M Jean-Paul Huchon** ci-après désignée « la Région »,

En application de la convention de développement cinématographique et audiovisuel pour la période 2004 à 2006, signée entre l'Etat, le Centre national de la cinématographie et la Région **Ile-de-France**. en date du, et singulièrement de l'article 18 relatif aux dispositions financières, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - PARTICIPATIONS FINANCIERES DES PARTENAIRES

La participation totale de chacun des signataires de la convention à la mise en œuvre des axes prioritaires contractuels pour l'année 2004 s'établit comme suit :

Région Ile-de-France	12 575 500 €
Etat (Préfecture de Région - DRAC Ile-de-France)	1 324 310 €
CNC	1 106 000 €

ARTICLE 2 - TABLEAU FINANCIER RECAPITULATIF

ACTIONS	ETAT (DRAC)	CNC	REGION	TOTAL
<i>Titre I – Chapitre 1 - Article 3</i> Aide à la production cinématographique de long métrage +	-	1 000 000 €	10 000 000 € *	11 000 000 €
<i>Titre I – Chapitre 1 - Article 4</i> Aide à la production de programmes audiovisuels	-	-		
<i>Titre I – Chapitre 3- Article 6</i> Aide à la création cinématographique et audiovisuelle	-	76 000 €	404 929 €	480 929 €
<i>Titre I – Chapitre 3- Article 7</i> Aide à la création expérimentale et multimédia	40 000 €	-	126 000 €	166 000 €
<i>Titre I – Chapitre 5 - Article 11</i> Accueil des tournages	-	30 000 €	800 000 €	830 000 €
<i>Titre II – Chapitre 1 - Article 13</i> Lycéens au cinéma	33 000 €	-	305 000 €	338 000 €
<i>Titre II – Chapitre 2 - Article 15 - a</i> Actions de diffusion culturelle et d'éducation artistique	80 000 €	-	89 571 €	169 571 €
<i>Titre II – Chapitre 2 - Article 15 - b</i> Actions de diffusion culturelle et d'éducation artistique	1 171 310 €	-	850 000 €	2 021 310 €
TOTAUX	1 324 310 €	1 106 000 €	12 575 500 €	15 005 810 €

* La Région s'engage à consacrer au minimum 2 000 000 € au soutien de long métrage de cinéma.

Titre II – Chapitre 1 - Article 13 – Lycéens au cinéma : pour mémoire, le CNC prend en charge financièrement le tirage des copies neuves et la conception des plaquettes d'accompagnement des films du dispositif « *Lycéens au cinéma* ».

ARTICLE 3 - SUBVENTIONS DE LA DRAC D'ILE-DE-FRANCE

Les subventions de la DRAC Ile de France, d'un montant global de 1 324 310 €, sont versées directement à chacune des associations concernées, et notamment pour l'opération « lycéens au cinéma » à l'opérateur du dispositif, et pour l'ACME et Cinéville à l'EPCC ARCADl

ARTICLE 4 : SUBVENTIONS DU CNC

Les subventions du CNC, d'un montant global de 1 106 000 €, seront versées en deux fois à l'ordre de Monsieur le payeur régional de la région Ile-de-France sur le compte suivant : Recette générale des finances – Collectivités territoriales – Code banque 30001 – Code guichet 00064 - Compte n° 00000090319 – Clé RIB 04, soit 553 000 € à la signature de la présente convention et 553 000 € suite à l'évaluation annuelle des actions engagées.

Ces subventions sont imputées comme suit :

- **Titre I – Chapitre 1 - Article 3**

« Aide à la production de long métrage cinéma » sur la ligne budgétaire n° 657.714 -1185 du Budget D du CNC :

500 000 € à la signature,

500 000 € après bilan, au prorata de l'investissement total annuel effectivement réalisé par la Région.

- **Titre I – Chapitre 3 - Articles 5 et 6 (en attente des montants de ARCADl)**

« Aide à la création » sur la ligne budgétaire n° 657.714 -1185 du Budget D du CNC :

38 000 € à la signature,

38 000 € après bilan, au prorata de l'investissement total annuel effectivement réalisé par la Région.

- **Titre I – Chapitre 4 - Article 11**

« Accueil des tournages » sur la ligne budgétaire n° 657.871 - 7209 du Budget D du CNC :

15 000 € à la signature,

15 000 € sur la base d'un bilan qualitatif, quantitatif et financier annuel.

L'ordonnateur de la dépense est le Directeur Général du CNC, et le comptable assignataire, l'Agent de la comptabilité générale du CNC.

ARTICLE 5 - SUBVENTIONS DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

Les subventions de la Région **Ile-de-France** d'un montant global de **12 575 500 €**, seront versées de la manière suivante :

Ces subventions sont imputées comme suit :

- **Titre I – Chapitre 1 et Chapitre 2 - Articles 3 et 4**

« Aide à la production cinématographique de long métrage » et « Aide à la production de programmes audiovisuels » : 10 000 000 € imputés sur le chapitre 943.7 « Culture et nouvelles technologie », rubrique 6575.5, hcdp, Cinéma.

La Région s'engage à consacrer au minimum 2 000 000 € au soutien de long métrage de cinéma.

- **Titre I – Chapitre 3 - Articles 5 et 6**

« Aide à la création cinématographique et audiovisuelle » : 404 929 € imputés sur le chapitre 943.7 « Culture et nouvelles technologie », rubrique 6575.3, hcdp, Organismes culturels rattachés.

- **Titre I – Chapitre 3 - Article 7**

« Aide à la création expérimentale et multimédia » : 126 000 € imputés sur le chapitre 943.7 « Culture et nouvelles technologie », rubrique 6575.3, hcdp, Organismes culturels rattachés.

- **Titre I – Chapitre 5 - Article 11**

« Accueil des tournages » : 800 000 € imputés sur le chapitre 943.7 « Culture et nouvelles technologie », rubrique 6575.3, hcdp, Organismes culturels rattachés.

- **Titre II – Chapitre 1 - Article 13**

« Lycéens au cinéma » : 305 000 € imputés sur le chapitre 943.7 « Culture et nouvelles technologie », rubrique 6605.7, hcdp, Lycéens et apprentis au cinéma.

- **Titre II – Chapitre 2 - Article 15**

« Actions de diffusion culturelle et d'éducation artistique » :

a) Festivals : 850 000 € imputés sur le chapitre 943.7 « Culture et nouvelles technologie », rubrique 6575.5, hcdp, Cinéma.

b) Cinéville : 89 571 € imputés sur le chapitre 943.7 « Culture et nouvelles technologie », rubrique 6575.3, hcdp, Organismes culturels rattachés.

ARTICLE 6 - CLAUSE DE REVERSEMENT

S'il apparaît que les engagements des contractants ne sont pas tenus en tout ou partie dans les mêmes délais, chaque partie pourra demander le reversement du montant de sa contribution aux opérations qui n'auraient pas été réalisées.

Le présent avenant ne pourra en aucun cas être opposé aux présents signataires par les personnes morales, ou leurs représentants cités à la présente, celui-ci ne valant engagement qu'entre les signataires.

Le présent avenant est signé à Paris
en six exemplaires originaux, le

**Pour la Région Ile-de-France ,
le Président du Conseil Régional**

**Pour l'État,
le Préfet de la Région Ile-de-France ,
Préfet de Paris.**

Jean-Paul HUCHON

Bertrand LANDRIEU

**Pour le Centre national
de la cinématographie,
le Directeur général**

**Le Contrôleur d'Etat
auprès du CNC**

David KESSLER

Norbert DIVOY